

Chirac veut rester dans le jeu en 2007

LE CHEF DE L'ÉTAT s'est posé en guide des actions à venir de son gouvernement



Je m'engagerai pleinement dans le débat présidentiel, a affirmé hier soir Jacques Chirac lors de ses vœux aux Français, allant jusqu'à tracer les « enjeux majeurs » de la campagne. Mais sans pour autant préciser s'il entendait y participer en tant que candidat ou simple spectateur...

Sacrifiant pour la douzième fois, et peut-être la dernière, à cet exercice imposé, le chef de l'État s'exprimait depuis l'Élysée, avec derrière lui les couleurs nationales et européennes. D'ici aux élections, il veut « que le gouvernement soit au travail ». Pour autant, il a aussi évoqué le scrutin présidentiel pour souhaiter des « débats ouverts, démocratiques et responsables ».

« Faites vivre intensément vos convictions. Vous êtes le peuple souverain », a-t-il lancé aux Français. Sans surprise, il s'est néanmoins gardé de dévoiler ses intentions quant à une éventuelle candidature. Jacques Chirac doit se prononcer au cours du premier trimestre. Cependant, il entend tout de même s'engager dans le débat, en fixant ce qui constitue à ses yeux les « enjeux majeurs » du scrutin. A

l'adresse de ceux qui animeront la campagne, le Président a dégagé cinq priorités : le rassemblement des Français, le progrès économique et social, la responsabilité de la France dans le monde, l'Europe et l'environnement.

« Les apprentis sorciers de l'extrémisme »

« N'écoutez pas les apprentis sorciers de l'extrémisme », a-t-il d'emblée demandé aux électeurs, alors que Jean-Marie Le Pen est aujourd'hui en troisième place dans les sondages. « La France est forte, la France est belle quand elle sait tout à la fois faire respecter ses règles et tendre la main », a-t-il souli-

gné, en citant parmi les valeurs tricolores « le respect de la diversité et des différences, la laïcité, le combat contre le racisme, l'antisémitisme, le communautarisme ». « Le progrès économique et social » devra également faire partie du débat, pour celui qui avait fait de la lutte contre la « fracture sociale » son principal thème de campagne en 1995. « Je sais les souffrances et les difficultés auxquelles certains d'entre vous sont confrontés » et « je sais vos attentes pour ce qui concerne les salaires et le pouvoir d'achat ». Mais « gardez-vous des idéologies, des illusions, du retour aux recettes qui ne marchent

pas », a-t-il prévenu. Car « c'est le travail, c'est la formation, c'est la recherche qui font la force des économies modernes ».

Outre le message de la France sur la scène internationale ou la construction européenne, Jacques Chirac a aussi érigé l'écologie en enjeu majeur de la campagne. Il a aussi défendu son action à la tête de l'État : « Parce que j'aime passionnément la France, je me bats pour qu'elle prenne toute sa place dans ce nouveau monde » et « je me bats pour que chaque Français (...) ait sa chance ». Et d'évoquer la baisse du chômage ou le retour de la croissance.

ÉDITORIAL

François Rosso



Président, jusqu'au bout

Les derniers vœux de la deuxième mandature du président de la République auraient pu passer pour des vœux de mi-mandat.

Ni bilan, ni au revoir, ni évocation de son futur propre.

Mais au contraire la détermination d'un Président dans le plein exercice de ses fonctions, telles qu'elles sont inscrites dans le marbre de la V^e République.

De la France, il a tenu à rappeler la grandeur et le rôle, dans le monde et en Europe, oubliant toute référence au "Non" cinglant que lui ont infligé les Français dans un passé trop proche pour qu'il soit oublié.

Du gouvernement – seul le Premier ministre a été cité et encore pas nominativement – il a voulu mettre en avant l'action dans tous les domaines.

De l'action à mener, il s'est imposé en guide, non seulement en spécifiant les enjeux au nombre de cinq mais encore, dans le détail, en donnant des ordres au gouvernement. En ce qui concerne le droit au logement, des propositions sont attendues « dans les toutes prochaines semaines » preuve que la fracture sociale est encore bel et bien là.

Quant à la protection de l'environnement, le chef de l'État exhorte les Français à changer en profondeur les comportements

et les politiques. Arbitre, garant de l'indivisibilité de la Nation, défenseur de la place de la France, instigateur des politiques à mener... sans référence au gaullisme, Jacques Chirac a pourtant endossé comme jamais les habits d'un Président tel que le concevait le Général. Et pour que nul ne l'ignore en cette période de pré-campagne présidentielle, il a pris le soin de remettre dans les mains du citoyen – « vous êtes le peuple souverain » – la décision suprême, rejoignant en cela Michèle Alliot-Marie qui fait de la présidentielle la rencontre d'un homme ou d'une femme avec le peuple.

Au-dessus des partis, Jacques Chirac s'est autorisé deux mises en garde : l'une, explicite, contre l'extrémisme ; l'autre, suggérée plus qu'affirmée, contre les gouvernements socialistes en stigmatisant « les idéologies, les illusions, le retour aux recettes qui ne marchent pas. »

Rien, en revanche, sur la rupture, chère à Nicolas Sarkozy. Ni pour, ni contre.

Et rien, évidemment, sur son intention de briguer un troisième mandat ou de mettre un terme à sa carrière.

Il a gardé la main et donné le tempo. Président jusqu'au bout. Et jusqu'à quand?

Avancer sur le « droit au logement opposable »

Jacques Chirac a demandé hier soir au gouvernement d'avancer dans la mise en œuvre du droit au logement opposable « dans les toutes prochaines semaines ».

Un rapport sur le sujet demandé au Haut comité pour le logement des personnes défavorisées, présidé par Xavier Emmanuelli, doit être remis au gouvernement « dans les jours qui viennent », précisait-on dans l'entourage du chef de l'État.

Dominique de Villepin, avec les ministres Jean-Louis Borloo et Catherine Vautrin, prendra alors « des décisions opérationnelles dans les toutes prochaines semaines ». Ce droit devrait être en vigueur avant le scrutin présidentiel.

Le droit au logement opposable permet à toute personne privée de logement de poursuivre en justice les pouvoirs publics.



Photo: Le Dauphiné Libéré